

CIBLE

Absence

Le gouvernement avait annoncé que les lois Pasqua feraient l'objet d'un « aménagement », inquiétant à certains égards, mais qui présentait au moins l'avantage de régulariser la situation des sans papiers.

Le texte voté le 19 décembre par l'Assemblée nationale en première lecture exprime au contraire la frénésie xénophobe et autoritaire des députés de la droite. Renforcement inouï des pouvoirs de police, fragilisation accrue des immigrés en situation régulière, atteinte à la liberté individuelle et à la vie familiale : les droits de l'homme sont à ce point bafoués que Pierre Mazeaud, président (RPR) de la Commission des Lois, a tenté de s'opposer à certains des amendements présentés par les ultras de son parti.

Encore eût-il fallu que les députés socialistes soient présents. Or ils ont laissé Julien Dray se battre seul, et ils portent une énorme responsabilité dans la victoire des ultras de la majorité. Est-ce de l'indifférence, de la veulerie, du cynisme ? Le groupe socialiste peut et doit se reprendre lors du vote en deuxième lecture. Sur le point décisif de la xénophobie, une conduite déshonorante et lâche ne serait pas pardonnée au parti de Lionel Jospin.

RETRAITES

Restons tous solidaires !

Europe

Impasses monétaires

p. 12

Société

Les vrais blocages

p. 6/7

En route vers l'apartheid

C'est valable en politique comme pour tout : une bonne réponse, c'est avant tout une question bien posée. Il y a longtemps que la plupart des élus de la République ne mettent plus les pieds dans les quartiers dits sensibles. Ils devraient pourtant : les jeunes s'y posent plein de bonnes questions...

C'est tout juste le ras-le-bol. Une colère trop longtemps contenue qu'exposent Ali, Hamed, Yohann, Saïd et quelques autres qui n'en peuvent plus de se faire refouler de partout : des discothèques, des bars, des logements, des magasins même... Un contrôle au faciès ignoble, illégal et pourtant quotidien.

Ils disent qu'ils en ont assez. Marre de ces patrons de bar qui refusent de les servir ou qui crachent dans la mousse

du demi commandé ; marre des quotas d'« Arabes » dans les cafés et les boîtes de nuit (1) ; marre des surveillants de la FNAC qui leur collent aux basques sitôt la porte du magasin ; marre des contrôles de police systématiques ; marre de ce climat de suspicion sans trêve et qui finit par rendre fou : « Devant quelqu'un, je finis toujours par me dire : est-ce que je ne suis pas en face d'une personne qui me déteste, qui va me donner automatiquement une réponse

négligée. Est-ce que ça vaudrait le coup que je lui parle, que je perde mon temps ? ».

Marre enfin des plaintes dix fois portées à la police et qui n'aboutissent jamais, renforçant l'injustice : « En revanche, quand il y a un Arabe qui vole un autoradio, là, ils font fonctionner le système judiciaire vite fait ».

Frontière

Maine et Loire, banlieue d'Angers, Trélazé, les Plaines : dans ce quartier de misère (le taux de chômage est de 53 %), les jeunes n'y partagent pas grand chose, sinon leur désœuvrement et la rancoeur de toutes ces portes fermées. « C'est la haine, dit Nordine. C'est comme un ressentiment de vengeance imaginaire ». « On nous nourrit de violence » ajoute Hamed. Allez donc vous étonner que la colère les déborde parfois. Bien peu finalement,

au regard de l'humiliation et du dégoût chaque jour subis : « Nous sommes un poids mort pour la société française. Ce n'est pas pour rien qu'on se retrouve tous dans les mêmes quartiers paumés où le seul débouché qu'on ait, c'est celui du caniveau... ».

C'est ça la France de 1996. Le phénomène était autrefois marginal mais se généralise très vite et partout. Jusqu'au fin fond des provinces de France, le résultat commence déjà à s'apercevoir : des boîtes « Raï » pour les beurs, des boîtes « afro » pour les « blacks », etc. Pareil pour les cafés et bientôt pour les magasins : chacun pour soi. Le repli communautaire et le début d'un apartheid d'un nouveau genre. Ali glisse : « Pour nous, Trélazé maintenant, c'est devenu comme un pays. Quand on va à Angers, c'est comme si on passait une frontière ». Ça fait sourire Lotfi : « Bientôt, il va falloir des passeports pour rentrer dans les quartiers ». Le plus fort, c'est qu'il en reste encore quelques-uns pour refuser cette « société de ségrégation » et tenter de lancer quelques ponts vers l'extérieur : « Où est la France là-dedans si tout le monde se regroupe dans son coin ? ».

C'est effectivement une bonne question.

Jean-Yves LIGNEL

(1) Récemment, un jeune m'a avoué avoir démoli un abribus à la suite d'un coup de colère : il s'était vu interdire l'entrée d'un bar « pour des raisons de sécurité ». Juste après lui, une jeune femme s'était présentée et était entrée sans difficulté, avec son caniche...

Un spectateur exaspérant

La prestation présidentielle du 12 décembre n'a pas seulement déçu : elle a exaspéré les angoisses sans offrir le moindre remède.

Quand la politique se réduit à des techniques de communication, il est permis de faire référence au théâtre : aucun décor ne peut sauver une pièce si l'acteur principal est mauvais et si son texte est nul.

Tel fut le cas en cette interminable soirée du 12 décembre : la mise en scène racoleuse de l'intervention présidentielle ne fit que souligner les contradictions dans lesquelles Jacques Chirac est enfermé. Contradiction entre le discours sur les valeurs républicaines et la réalité de la



corruption. Contradiction dans le discours lui-même, puisque le président de la République affirma qu'il était pour les retraites par répartition et pour les fonds de pension (donc pour la capitalisation), et qu'il n'aimait pas le mot de flexibilité tout en déclarant que chacun devait s'adapter...

Ce double langage est exaspérant car il prive l'auditeur de toute certitude quant aux convictions et aux intentions du chef de l'État. Et nul ne se consolera en observant que cette ambiguïté est la conséquence de la démagogie d'un candidat qui a gagné en reliant artificiellement les thèmes d'Alain Madelin à ceux de Philippe Séguin.

La politique que le président couvre de son autorité n'est pas moins exaspérante. S'il est vrai que Jacques Chirac multiplie les aveux d'impuissance, le « laisser-faire » est un choix en faveur d'une idéologie (l'ultralibéralisme) et d'une pratique politique qui s'est traduite par une attaque en règle contre le « conserva-

tisme » des Français, et contre l'action syndicale. Nul n'a remarqué combien la critique des pesanteurs sociales est vieille (on l'entendait chez François Mitterrand voici une douzaine d'années), combien elle est dangereuse (les syndicats, toutes tendances confondues restent des médiateurs solides dans les conflits sociaux) et combien elle est éloignée de la mission arbitrale du chef de l'État.

Là encore, que de contradictions entre celui qui prend des poses d'analyste tout en multipliant des professions de foi réactionnaires qui font écho aux convictions et aux intérêts du parti qui l'a fait élire et des milieux socio-professionnels (petit patronat, FNSEA) qui le soutiennent. Manifestement, Jacques Chirac n'est pas le président de tous les Français.

Annette DELRANCK

Regards sur le parti

Il ne suffit pas que le Parti communiste ait engagé le processus de sa transformation interne : il sera jugé véritablement sur le contenu de son projet.

Quand le Parti communiste était le relais de l'idéologie et de la politique soviétiques, il fallait s'opposer radicalement à sa ligne, tout en distinguant soigneusement les dirigeants (Thorez, Duclos, Marchais) et le peuple communiste, constitué de militants et d'électeurs qui étaient des Français comme les autres.

A cette époque stalinienne, beaucoup d'intellectuels appartenaient au PC, se laissaient volontiers classer parmi les compagnons de route ou le critiquaient avec une respectueuse prudence. Les noms sont dans toutes les mémoires et les citations ne sont pas difficiles à retrouver.

Puis le Parti communiste a commencé son déclin (après 1968), que sa participation au gouvernement entre 1981 et 1984 a précipité, et l'effondrement de l'URSS sembla annoncer sa mort prochaine. Parallèlement, on assista à un développement de l'anticommunisme mondain, à des abjurations fructueuses et à de frénétiques chasses aux sorcières. Nous baignons encore dans cette ambiance : après avoir fermé les yeux sur les pratiques inquisitoriales des communistes au temps de la guerre froide, des membres éminents de l'intelligentsia (tendance gauche libérale) pourchassent ardemment l'hérésie communiste (six ans après la chute du Mur, quel courage !), et dénoncent ver-

tueusement tous ceux qui auraient pu avoir des complaisances pour le Parti.

Ces manœuvres très médiatisées troublent d'autant plus l'analyse de la politique du P.C. que la grande presse s'intéresse plus à ses conflits internes qu'à sa fonction civique.

Il est clair que le Parti communiste est en train de bouger : le départ de Roland Leroy et de Henri Krasucki (côté vieille garde), la démission de Philippe Herzog (moderniste déçu) et celle de Louis Vianney du bureau national constituent des signes importants de cette évolution. Mais la question décisive, que le 29^e Congrès n'a pas résolue, est celle de l'orientation politique du Parti : son intérêt à court terme est de participer à un gouvernement de gauche mais sans avoir grande chance de contrebalancer les pesanteurs néo-libérales ; sa mission historique serait, selon sa tradition « tribunicienne », de donner un sens (une signification et une orientation) à la révolte contre l'ultralibéralisme et la classe dirigeante. Le pire, qui n'est pas improbable, serait de ne pas choisir.

Jacques BLANGY

Apportez-nous votre soutien par votre ADHÉSION.

Voeux

Le Comité Directeur de la Nouvelle Action Royaliste et la rédaction présentent aux lecteurs de *Royaliste* leurs meilleurs voeux pour l'année nouvelle.

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : En route vers l'apartheid - p.3 : Un spectateur exaspérant - Regards sur le parti - p.4 : Un drôle de "PER" Noël - p.5 : 1997 : l'année de la Chine - p.6/7 : Où sont les conservateurs ? - p.8 : Album - Paysages de France - p.9 : La Sagesse de Jean-Pierre Vernant - p.10 : La révolution selon Clovis - De l'ombre vers la lumière - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Impasses monétaires.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700-ISSN0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :
Adresse :
Profession : Date de naissance :
souscrit un abonnement de :
☐ trois mois (105 F) ☐ six mois (195 F) ☐ un an (290 F) ☐ soutien (500 F)
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Un drôle de « PER » Noël

Après mille et une péripéties, le Parlement examine depuis fin novembre un projet de loi ultra-libéral de mise en place de fonds de pension à la française intitulés Plans d'Épargne Retraite. Du tatchérisme bien traduit.

La France consacre 12 % de son P.I.B. (Produit Intérieur Brut) au financement des retraites, lesquelles concernent 20 % de la population. Est-ce excessif pour une nation civilisée, quatrième puissance économique mondiale, en faveur de ses aînés dont la plupart ont été les rebatisseurs du pays après la nuit de 39/45 ?

Régimes de base légaux de sécurité sociale, régimes obligatoires conventionnels complémentaires fonctionnent, grâce au mécanisme de la répartition (cotisations des actifs = pensions des retraités) intergénérationnellement, unissant en solidarité enfants, parents et grands-parents. Est-ce contraire à la lutte contre l'exclusion, à la cohésion sociale indispensable à l'épanouissement de tous les citoyens ?

Avoir pour objectif que, collectivement, hommes et femmes aient en revenus de post-activité environ 70 % de leurs revenus annuels moyens du travail - ce que revendiquent globalement les syndicats de salariés - est-ce démagogie dans une société où, depuis plusieurs années, les gains de productivité des entreprises croissent très largement plus vite que les rémunérations, notamment celles des cadres ?

C'est après s'être posé ces trois questions, et en les gardant bien en tête, qu'il convient d'examiner l'innovation ultra-libérale de fonds de pensions à la française intitulés Plans d'Épargne Retraite (P.E.R.) dont le texte de loi est en navette parlementaire. Il faut aussi garder en mémoire

qu'il a fallu plus d'un siècle pour qu'enfin tout travailleur exerçant en France, métropolitaine, DOM-TOM (et expatriés), puisse bénéficier d'un avantage d'assurance vieillisse.

Faux procès

Exploitant des perspectives démographiques incertaines, un marché de l'emploi refusant les jeunes et écartant les quinquagénaires (625 000 jeunes chômeurs et un salarié sur deux hors du travail dès 55 ans) et une révolution technologique sans précédent raréfiant la main d'œuvre, Financiers et Assureurs - relayés par de zélés VRP (Véritables Rabatteurs Parlementaires) - diagnostiquent une maladie incurable des systèmes par répartition, ne retenant dans leur analyse que le virus démographique.

Seul remède miracle : la capitalisation facultative en entreprise, potion magique des D^{rs} Thomas, Barrot, Marini, Arthuis and Co.

Si l'Assemblée nationale se prononce, en dernière lecture, favorablement le 15 janvier, ce nouveau médicament sera en vente libre dès 1997.

Effets secondaires

Quels sont ses principaux composants et ses effets secondaires dangereux pour le corps social.

- On notera d'abord que, bien que pouvant être proposés et gérés par différents organismes (Assurances, Mutualité, Institutions Sociales) c'est le code des Assurances et le Ministère de l'Économie et des Finances

qui réguleront et surveilleront le produit alors que celui-ci sera financé, en principe, par les entreprises et les salariés donc le monde du travail. Le Ministère du Travail et des Affaires Sociales serait-il, plus que jamais, un faire-valoir politiquement correct ?

- Il est prévu que les PER peuvent être mis en place sur simple initiative patronale. Est-ce ainsi qu'on entend relancer le dialogue social avec, selon les vœux présidentiels, un syndicalisme fort ?

- Les PER seront facultatifs. L'entreprise fera ou ne fera pas, abordera ou n'abordera pas, cessera de faire ou d'aborder selon son bon plaisir. Le salarié cotisera ou ne cotisera pas, cessera de cotiser à son gré, choisira ou non de prévoir une reversion à sa veuve. Mais où sont passés le bornage d'un contrat de travail, l'égalité des avantages sociaux dans l'entreprise, la solidarité entre hommes et femmes, jeunes et aînés, célibataires et familles dans cette communauté citoyenne que doit-être une entreprise ?

- Il y aura une certaine exonération fiscale et de cotisations sociales des versements effectués sur les PER.

Mais quel sera l'impact de cette exonération fiscale pour un non-imposable ? Elle sera exclusivement positive pour les meilleurs revenus. Et l'exonération de cotisations sociales incitera les employeurs à verser aux PER plutôt qu'à accorder une augmentation des salaires. Effet pervers qui privera d'autant les caisses de sécurité sociale et de retraite complémentaire

et, par contre-coup, réduira d'autant les droits des salariés auprès de ces organismes.

La promesse, maintes fois répétée, de ne pas toucher aux régimes sociaux existants se transforme ici en flagrant délit d'atteinte à la sécurité de notre protection sociale solidaire. Rien que pour le régime de retraite des cadres (AGIRC) la perte de recettes se situerait aux environs de 4 milliards de Francs l'an.

- Les placements sont sensés revitaliser les entreprises et, par là même, l'économie nationale. Les quotas de 65 % d'obligations et de 35 % d'actions gênent déjà les spéculateurs lesquels voudraient plus d'actions, y compris dans les non-cotées, et moins d'obligations... Ainsi ose-t-on demander aux salariés d'investir là où les banquiers ne se risquent pas.

Plus grave, l'aveu du « Financial Times » démentant l'intérêt national des PER : « ... L'investissement à l'étranger est la meilleure façon de s'en sortir. Le retraité obtient un droit sur la croissance économique rapide dans les pays en voie de développement. Avec des populations actives, jeunes et augmentant rapidement, ces pays ont besoin d'énormes sommes pour investir dans des projets d'infrastructure et d'équipement moderne essentiel. Il est plus facile d'augmenter leur productivité plutôt que la nôtre... ».

Solidarité ou cocotier

Certes deux Français sur trois, dans un sondage BVA/BFM, se prononcent (après plus de dix ans de propagande en faveur de l'épargne individuelle) pour la mise en place de ce fameux troisième pilier, ou étage, de la retraite. Mais leur a-t-on bien donné tous les éléments pour juger et choisir, en particulier ceux ci-dessus indiqués.

Et sont-ils conscients que si un certain grand soir libéral ils décidaient de ne plus cotiser que pour leur compte il conviendrait alors qu'ils décident aussi de prendre totalement en charge leurs parents, retraités spoliés, ou de les faire grimper au cocotier du capitalisme pur et dur.

Jean-Baptiste DELLATANA

1997 : l'année de la Chine

Les principaux responsables du monde, fatigués d'être distraits par des querelles dites subalternes, veulent se recentrer sur ce qui leur apparaît compter le plus à l'échelle du globe. Chacun s'accorde à reconnaître que ce sera en 1997 la Chine.

Le secrétaire d'État américain partant, Warren Christopher, a effectué sa dernière visite officielle à Pékin. On l'accusait de s'être rendu une quarantaine de fois à Damas en quatre ans et une seule fois dans la capitale chinoise. Au total, on estime à la Maison Blanche que le président a consacré 90 % de son premier mandat à la Bosnie, à Haïti, et à la Somalie, outre le Proche-Orient, ce qui laisse 10 % à des sujets aussi triviaux que l'Europe, la Russie, la Chine et le Japon. On comprend qu'il est temps d'essayer de renverser le cours des priorités.

L'Élysée doit faire à peu près le même raisonnement : que pèsent la Centrafrique et le Ruanda au regard des parts de marché en Asie ? Après Bangkok et le Japon, le président Chirac a fixé le cap sur la Chine où il effectuera un voyage déjà annoncé pour mai. Le dessein est sans doute mieux conçu et le moment plus opportun que lors des précédentes tentatives dont la dernière en date est celle de M. Balladur trois ans plus tôt. Il n'en pose pas moins plusieurs interrogations.

Il est essentiel que les « grands » ne se laissent pas dicter leur politique par l'événement c'est-à-dire par les médias, et qu'ils en reprennent le contrôle grâce à une pensée stratégique. Ceci ne supprimera pas les crises qu'il faut

bien gérer bilatéralement ou multilatéralement. Il convient donc de bien distinguer ce qui relève de l'économie et ce qui relève du stratégique.

Les deux peuvent « coïncider ». On peut ainsi être inquiet de crises militaires qui affecteraient les grands marchés asiatiques, type Taïwan ou Corée du Nord. Mais parfois ils ne coïncident pas. Nous avons des responsabilités de sécurité nationale dans des régions peu porteuses commercialement comme sur le continent africain noir ou au Maghreb.

Or souvent ce sont dans ces dernières régions que, par définition, nos capacités d'action sont les plus grandes et réciproquement. Un bataillon ou dix millions de francs français peuvent changer le cours des choses dans un État africain - encore que ce n'est pas en soi la solution - mais que pouvons-nous dans les îles Spratleys ou même à Hong-Kong ? Plus généralement, que représentons-nous face à l'empire d'un milliard deux cent millions d'hommes qui se veut le successeur de l'empire du milieu ? Ceci ne doit pas nous priver d'agir mais il faut d'abord prendre la mesure de ce que l'on peut faire et de ce que l'on veut faire. Vis-à-vis de la Chine, mais aussi vis-à-vis des États-Unis dont tout laisser penser qu'en effet la Chine devrait constituer une priorité majeure du second mandat Clinton

avec au moins une visite du président chinois aux États-Unis. Reste à savoir comment le dossier sera géré. Là réside peut-être un levier de ce que pourrait être l'action de la France et de l'Europe en général. L'incohérence des Occidentaux, à défaut d'Occident, face à ce nouveau géant serait hautement préjudiciable. Que l'on ne nous refasse plus le coup de la ruée sur la Chine alors que succombe le dernier vestige de l'époque, Hong-Kong - l'ironie de l'Histoire veut qu'il revienne à un Chinois né dans la concession française de Shanghai, entre-temps devenu millionnaire, d'être le premier autochtone à présider dès ce mois-ci l'exécutif dans l'ex-concession britannique, 8^e place financière mondiale et 2^e en Asie qui sera formellement restitué à la Chine le 1^{er} juillet prochain. Pour autant, nous ne devons assurément pas apparaître comme étant à la remorque des incohérences de Washington pris entre le capitalisme qu'un traité international pour la première fois garantit pour 50 ans à Hong-Kong, la démocratie, les droits de l'Homme et le réalisme politique, encore moins en être les victimes.

Faire du marché asiatique une priorité ne doit pas signifier vouloir y entrer « par tous les moyens » ou « à tout prix », c'est-à-dire à prix cassés, sacrifiés, comme on l'a vu dans l'exemple de la cession de Thomson Multimédia au coréen Daewoo. Il ne doit pas non plus nous faire oublier le reste du monde, délaissé l'amour du prochain, au profit de l'amour nietzschéen du plus lointain, et nous faire finalement lâcher la proie pour l'ombre.

Yves LA MARCK

♦ **HONGRIE** : Les Habsbourg continuent à assumer leur vocation historique. Dernier en date, le plus jeune fils de l'archiduc Otto de Habsbourg, Georg, vient d'être nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire auprès des nations de l'Union Européenne en Hongrie. Le Premier Ministre hongrois, Gyula Horn, lui a remis ses lettres de créance le jour de son trente-deuxième anniversaire. Petit-fils du dernier empereur Charles I^{er}, né en Bavière, György Habsbourg, a acquis la citoyenneté hongroise et réside à Budapest depuis 1993. Non rémunéré, il continuera de mener parallèlement sa carrière professionnelle comme directeur d'une firme allemande audiovisuelle.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** : Une réforme du droit de succession au trône d'Angleterre, qui donnerait aux femmes les mêmes droits que les hommes et serait basée sur la seule aînesse, a franchi lundi la première étape vers une encore hypothétique adoption. Le projet déposé par le membre éminent du parti conservateur et écrivain Jeffrey Archer, a été approuvé par la Chambre haute du Parlement britannique et autorise son promoteur à le présenter à la reine sous forme d'une « humble requête ». Il appartient désormais à la reine de décider si le texte pourra devenir un projet de loi. Une telle réforme permettrait en pratique d'ouvrir le chemin du trône à une éventuelle fille aînée du prince William, héritier après son père Charles.

♦ **JAPON** : L'empereur Akihito et l'impératrice Michiko confirment la tendance déjà initiée par Hirohito d'ouverture sur le monde, en multipliant les voyages officiels à l'étranger depuis leur avènement en 1989. Les souverains nippons ont inscrit leur septième voyage pour le mois de mai prochain en se rendant au Brésil et en Argentine. Par ailleurs, on parle déjà au sein de l'Agence de la Maison Impériale d'un futur déplacement officiel en Grande-Bretagne à l'automne 1998.

♦ **ROUMANIE** : Après la victoire aux élections présidentielles du chrétien-démocrate Emil Constantinescu et de la convention démocrate aux législatives, le roi Michel I^{er}, exilé à Genève, a adressé une « lettre aux Roumains » dans laquelle il affirme qu'une « vie nouvelle, pleine d'espoir commence pour la Roumanie ». L'ancien souverain a déclaré : « Vous avez donné aux vainqueurs des élections la légitimité et l'autorité dont ils ont besoin dans la difficile tâche qui les attend. Vous prouvez au monde, notamment à nos alliés européens, que la Roumanie est un pays démocratique, dont le peuple maîtrise à nouveau le destin, dans l'ordre et la paix sociale... Moi-même, je vais me consacrer, comme je l'ai toujours fait, à la défense de nos intérêts dans le monde entier. Nous ne demandons aucune faveur, nous devons seulement trouver la place qui est la nôtre dans l'Union Européenne et dans l'OTAN, une place que nous n'avons pas obtenue avant votre vote ».

Membre du Conseil Économique et Social de 1984 à 1994, Bertrand Renouvin n'avait jusqu'à présent rien publié sur son expérience au sein de cette institution. Les déclarations de Jacques Chirac sur le « conservatisme », les revendications ultralibérales du patronat et le durcissement des luttes sociales amènent notre directeur politique à faire part de ses observations sur la concertation sociale et sur le comportement du milieu socio-professionnel dominant.

Où sont les conservateurs ?

■ **Sylvie Fernoy** : Avec le recul, l'existence du Conseil Économique te paraît-elle justifiée ?

Bertrand Renouvin : Oui, pour une raison qui m'avait été expliquée en première année de Sciences politiques : plutôt que d'agir dans l'ombre, il est préférable que les groupes de pression soient institués et expriment clairement leurs points de vue. Par ailleurs, le Conseil est un lieu de concertation entre les groupes socio-professionnels, qui peuvent en outre parler officiellement avec des « personnalités compétentes » proches des principaux dirigeants politiques. Enfin, certains rapports ne sont pas sans incidences sur les orientations gouvernementales. Cela dit, il ne faut pas attendre du Conseil plus qu'il peut donner.

■ **Sylvie Fernoy** : Ce qui veut dire ?

Bertrand Renouvin : Que le Conseil est fait pour donner des avis au gouvernement, et non pour prendre des décisions. Les divers groupes qui constituent le Conseil (Agriculture, Entreprises privées, confédérations syndicales, Cadres, Enseignants etc.) représentent des intérêts qui sont étrangers les uns aux autres ou radicalement contradictoires. Plus les sujets discutés sont importants, plus il est difficile de réunir une majorité : ce fut le cas il y a quelques années pour un rap-

port sur la Sécurité sociale qui n'est jamais parvenu en Assemblée plénière. En outre, l'idéologie consensuelle qui règne au CES incite les conseillers à rechercher des accords sur des opinions minimales et les rapporteurs à retirer de leur texte toutes les aspérités qui pourraient égratigner tel collègue ou susciter une polémique. Mais il est également possible de choisir de claires confrontations sur des questions de fond.

■ **Sylvie Fernoy** : Peut-on dire que le Conseil Économique se situe hors des enjeux politiques ?

Bertrand Renouvin : Les appartenances politiques n'entrent théoriquement pas en ligne de compte, mais on ne peut dire que les divers groupes du CES sont représentatifs d'un « pays réel » étranger à l'idéologie. Bien sûr, il est facile de placer certains sujets techniques (par exemple la météorologie) en dehors des affrontements partisans. Mais un rapport sur le Chili, sur la Chine, ou sur la conjoncture économique française, pose évidemment des questions politiques, auxquels les divers groupes répondent politiquement : en Chine, les droits de l'homme sont en jeu, en France, une analyse de la politique monétaire conduit toujours à des choix politiques - qui ne s'inscrivent pas nécessairement dans l'affrontement entre la droite et la gauche.

■ **Sylvie Fernoy** : L'opinion courante est que les organisations socio-professionnelles sont plus proches de la réalité que les politiques et les syndicats politiques.

Bertrand Renouvin : C'est une illusion. Au CES, j'étais bien placé pour mesurer l'écart croissant entre les discours bénisseurs, les analyses vidées de leur sens par excès de précautions et les propositions vagues qui assuraient le consensus-maison et la montée de la violence dans le pays. Nul n'était dupe, bien entendu, et au début, cette phraséologie consensuelle m'a paru sympathiquement anodine. Mais à trop vouloir masquer la violence des luttes sociales, on finit par les exaspérer.

Quant au « réalisme », il a toujours bon dos. C'est un étrange réalisme que de refuser de prendre en compte la réalité de la violence. Et c'est au nom du réalisme que le patronat français exige qu'on fasse des affaires avec la Chine au lendemain de Tien An Men, tout en faisant pression pour que l'analyse du défunt soviétisme soit truffée de motions anticomunistes : la seule réalité qui vaille, en l'occurrence, c'est celle de l'intérêt immédiat. Ce qui est vrai pour le CNPF vaut pour d'autres organisations, sauf pour celles qui se réfèrent à une tradition de pensée : par exemple le syndicalisme chrétien, ou le syndicalisme communiste.

■ **Sylvie Fernoy** : Peut-on souhaiter, avec Jacques Chirac, que les partenaires sociaux règlent leurs différends hors de l'intervention étatique et des logiques politiques ?

Bertrand Renouvin : L'idée d'une régulation des conflits par les membres d'une même profession (pensons aux routiers, employeurs et employés) dans l'intérêt commun à tous les professionnels est une résurgence de la fiction corporatiste : celle d'une autorégulation des conflits hors de l'espace politique.

Il suffit de lire quelques rapports du Conseil pour vérifier, si besoin est, le caractère illusoire de la représentation corporative envisagée par les catholiques sociaux, par les

maurassiens et par les pétainistes : vouloir proscrire le débat politique, c'est contraindre les groupes socio-professionnels à se mettre d'accord sur des expertises vagues, afin de respecter le postulat consensuel qui fonde l'idéologie corporatiste. Ainsi, au Conseil Économique, qui est pour une grande part le produit de cette idéologie, on entend un sympathique discours sur le dialogue et sur la concertation. Ce dialogue existe, les rapports élaborés en sont la manifestation concrète. Cette concertation, je l'ai dit, a lieu de manière permanente. C'est bien ainsi. Mais on aurait tort de croire qu'il suffit de « regarder la réalité » et de faire preuve de bonne volonté pour aboutir à des négociations réussies, à des

compromis positifs. Il est bon de dialoguer, de peser les forces, de régler autour d'un café les menues querelles et les conflits de troisième ordre. Mais il y a dans la vie sociale comme dans la vie politique d'irréductibles conflits d'intérêts et de valeurs. En ce cas, l'intervention étatique est indispensable car seul un médiateur extérieur aux forces antagonistes peut amener celles-ci à trouver un compromis. Un État qui refuse de jouer son rôle arbitral encourage tout ce que le chef de l'État déplore : le durcissement et l'enlisement des conflits, la « prise en otage » d'une partie de la population.

■ **Sylvie Fernoy** : Pour comprendre la situation sociale, faut-il chausser les lunettes marxistes, et tout relire sous l'angle de la lutte des classes ?

Bertrand Renouvin : L'existence d'une lutte de classes est reconnue par beaucoup de penseurs non-marxistes. Nous ne pouvons aborder aujourd'hui tous les débats qui tournent autour de cette notion. Je tiens seulement à faire observer que c'est le patronat qui a relancé ce type de conflit en une période où le mouvement syndical était atone. L'organisation patronale a rapidement tiré parti de la victoire idéologique du néolibéralisme au cours des années quatre-vingt, puis de la

chute du mur de Berlin, pour faire prévaloir ses conceptions auprès des gouvernements de gauche et de droite en matière de flexibilité, de réduction des charges etc. Tout en invoquant l'intérêt du pays, le CNPF agit avec une brutalité et un cynisme qui apparaissent dans ses déclarations et dans ses bulletins : par exemple, il n'est pas innocent de dire qu'une grève est un « foyer d'infection ».

■ **Sylvie Fernoy** : Les slogans des manifestations syndicales ne sont pas tendres non plus.

Bertrand Renouvin : Les rimes les plus dures concernent plus souvent M. Juppé que M. Gandois... Mais je veux surtout souligner le renversement des attitudes et des modes d'expression. Tandis que la CFDT abandonnait le verbiage autogestionnaire, tandis que la CGT assouplissait son discours et se libéralisait peu à peu, le CNPF se mettait à durcir sa rhétorique et sa pratique. Au Conseil Économique, j'ai pu observer ce processus de très près puisque j'appartenais à la même section que M. Périgot, alors président du CNPF, et M. Rebuffel, qui était et qui demeure président de la CGPME. J'ai retrouvé chez eux le comportement que je croyais consubstantiel au stalinisme : idéologie sommaire, indifférence absolue au débat intellectuel, langue de bois, utilisation des mots et des concepts pour signifier les rapports de pouvoir, sans aucun souci de la vérité qu'ils tentent de traduire.

■ **Sylvie Fernoy** : Précise ce dernier point.

Bertrand Renouvin : Chez les stalinien, on disait « social-traître » et « hitléro-trotskyte » pour manifester son orthodoxie doctrinale et sa totale soumission à la ligne du Parti. Selon le patronat, le mot « communisme » doit être obligatoirement suivi d'un adjectif qui le disqualifie, et il est interdit d'utiliser certains mots (par exemple « aliénation ») même dans un exposé résolument neutre. Celui qui respecte ces prescriptions et ces interdits est dans le bon camp ; celui qui s'y refuse est dénoncé comme « marxiste ».

De même qu'un trotskyste résistant demeurerait « hitléro-trotskyte », de même un anti-communisme patenté peut être réputé « marxiste » dès lors qu'il critique la politique du patronat.

J'ajoute que la FNSEA, qui est l'indéfectible alliée du patronat, professe la même idéologie et utilise les mêmes méthodes. C'est au contact de ces deux organisations que j'ai découvert le « politiquement correct », énoncé par des personnages qui ne croient qu'aux rapports de force et qui ne vivent que pour le pouvoir. Il va sans dire que ce comportement n'est en rien libéral : il s'agit d'avoir la puissance maximale, et le libéralisme consiste pour ces messieurs à disposer librement des subventions qu'ils ne cessent de demander à l'État, et à garder les mains libres vis-à-vis des salariés.

Mais qu'on m'entende bien. Je critique les apparatchikis d'organisations professionnelles précises (CNPF, CGPME, FNSEA) et non les chefs d'entreprise et les exploitants agricoles. Et si je concentre aujourd'hui ma critique sur ces organisations, c'est qu'elles constituent les groupes d'appui du président de la République. Des groupes qui sont absolument conservateurs, qui pèsent d'un poids très lourd sur la conduite de la politique économique. Ce qui rend étrange la complainte présidentielle sur le conservatisme des Français : si tel est le problème, il faut dénoncer sans attendre le comportement des trois organisations précitées, récuser leur hégémonie et refuser leurs pressions et leur chantage - qu'il s'agisse du chantage à l'emploi pratiqué en permanence par le CNPF, ou des menaces de violences qui permettent à la FNSEA de décrocher le maximum de subventions. Jacques Chirac a raison de s'en prendre aux conservateurs, mais il se trompe de cible : alors que notre pays bouge sous l'effet de profondes secousses et de chocs violents, sa classe dirigeante est résolument figée dans ses structures, son idéologie et ses privilèges. C'est elle qui devrait se transformer profondément.



Album

Frédéric Mitterrand était adolescent lorsque le général de Gaulle est revenu au pouvoir. Ses souvenirs des premières années de la cinquième République - les années de Gaulle - sont donc ceux d'un jeune garçon qui s'émerveille devant un personnage de légende (1).

Prenez de belles photos, du genre *Paris Match*, ajoutez un narrateur plein de talent, surtout si son nom de famille jure avec celui du sujet, prenez, justement, un sujet devenu consensuel, et vous obtenez un superbe album, très plaisant à parcourir, même si les illustrations n'ont guère de rapport avec ce que raconte l'auteur. En prenant le ton d'un jeune garçon, en mêlant souvenirs de famille (vous savez, le fameux tonton) et actualité nationale, en dérivant parfois sur le cinéma ou les variétés, Frédéric Mitterrand se révèle un maître dans l'art de mélanger délicieusement les genres.

C'est vrai qu'elles étaient belles, les années de Gaulle, surtout au travers du regard d'un enfant. On vivait dans l'histoire de France, avec un vieux roi toujours en verve et les trente glorieuses au quotidien. Finalement, cet album est parfait pour le jour de Noël, le jour où tout le monde retombe en enfance, le jour où on rêve et où on espère.

Ah, un regret, tout de même. Frédéric Mitterrand sans sa voix, c'est comme le gaulisme sans de Gaulle, il manque « quelque chose ». Alors, s'il vous plaît, Frédéric, faites nous vite une belle émission de télé comme vous savez si bien les faire. Ce soir là, ce sera comme un soir de Noël.

Christian MORY

Frédéric Mitterrand - « Les années de Gaulle », Édition n° 1, prix franco : 119 F.

Paysages de France

Le paysage n'est pas la nature, ni l'environnement, mais l'oeuvre propre de l'homme, qui parle à l'homme du temps et de l'histoire, de l'État et de la nation.

Nous aimons tous les beaux paysages, mais savons-nous ce que nous aimons ? L'idéologie écologiste a brouillé notre regard, et la thématique de l'environnement réduit par trop notre relation au pays et à ses habitants. Le paysage mérite plus d'attention que n'en réclame la pause (et la pose) admirative, et procède d'un souci étranger à la défense fanatique de la verdure.

Pour retrouver ce que l'excès écologiste et la réduction technocratique nous avaient fait perdre de vue, il faut accompagner Anne Fortier-Kriegel dans ses promenades dans sept régions françaises et la suivre dans sa réflexion (1). Chemin faisant, et sans aucun jeu de mots, on s'apercevra que le paysage est à la fois une poétique, une poïétique et une politique.

Poésie

La poésie du paysage ne saurait être confondue avec le culte romantique de la nature, ni avec la philosophie naturaliste : la nature est inhabitable, elle est redoutable et redoutée et ceux qui la connaissent sont fort surpris qu'on puisse célébrer sa bonté, sa pureté et ses « lois », ou qu'on puisse regretter le « désenchantement » d'un monde qui fut païen - mais point idyllique pour autant. La poétique du paysage suppose qu'il y ait

des poètes, donc des hommes, des êtres parlant.

Comme toute autre, la poésie du paysage parle à l'homme, parle de l'homme, « embrasse tous les hommes » comme l'écrit Anne Fortier-Kriegel. Elle parle à nos cinq sens : le monde n'est plus enchanté, mais il y a un chant du paysage (tout simplement celui des oiseaux, des cigales), une saveur des terroirs, une « odeur de la France » pour reprendre le titre d'un beau livre de Jean-Paul Dollé. Cette poésie parle aussi à notre intelligence car elle est une manière de dire le temps - les rythmes de l'homme, la temporalité historique - et de raconter l'histoire de la nation, y compris celle qui se fait dans le moment même où les hommes labourent les champs, dessinent les jardins, construisent ou détruisent les villes.

Poïétique

D'où le recours au mot grec « poïétique » qui est choisi parce qu'il a donné *poésie* et parce que, justement, la poésie du paysage n'est pas possible ni compréhensible si l'on oublie qu'il est d'abord une poïésis c'est-à-dire une oeuvre - l'oeuvre propre de l'homme, le résultat du travail avec les éléments ou contre eux. Le paysage indique la manière dont l'homme habite le monde, et comment il ne cesse de le transformer pour le rendre habitable grâce aux che-

mins et aux digues, aux ponts et aux routes, aux maisons et aux villes. Le paysage, nous dit Anne Fortier-Kriegel, est toujours lié à la vie, une création continuée, qui s'accomplit dans l'espace et au fil du temps. Est-il besoin de préciser que cette poïétique du paysage est radicalement niée par le ruralisme pétainiste des journaux télévisés de la mi-journée, qui figent les paysages « traditionnels » dans un passé imaginaire et qui réduisent les habitants des campagnes à l'état d'Indiens de réserves américaines ?

Politique

Ce trait polémique n'est pas fortuit. Puisque le paysage est l'oeuvre de l'homme qui y inscrit son histoire, il y a toujours une politique du paysage : celle de l'État royal et des régimes qui lui ont succédé, celle des Français qui ont préservé le divers dans l'unité parce qu'il n'ont cessé d'être, selon le mot de Péguy, des jardiniers anarchistes. Et Anne Fortier-Kriegel de montrer qu'il existe un paysage spécifiquement français, qui contraste fortement avec la pastorale anglaise (oeuvre d'une aristocratie qui vit sur un territoire déserté par les paysans) et de l'espace romantique allemand hanté par la mort.

Pour se délivrer de l'angoisse identitaire, il suffit de se promener en France, ce livre à la main.

B. LA RICHARDAIS

(1) Anne Fortier-Kriegel - « Les Paysages de France » - PUF - 1996 - prix franco : 148 F.

La Sagesse de Jean-Pierre Vernant

Comment définir autrement ce recueil de textes témoins de toute une vie de travail que comme un livre de Sagesse ? L'auteur lui-même, tout à la fin, se réclame d'une « sagesse non religieuse - à la manière des Antiques, sans doute, on ne se refait pas ». Il n'est pas sûr que tous les savants soient

toujours des sages, même si l'étymologie établit entre les deux mots une parenté certaine. Jean-Pierre Vernant nous dit pourquoi : « La science, la raison, l'universel, par définition en quelque sorte, n'ont rien à dire à l'individu, en particulier sur la question du sens ». C'est donc le sens qui fait le partage, en amenant le savant à s'interroger au-delà de sa science sur ce que vivre veut dire. Mais il faut ajouter tout de suite que la discipline choisie constituait une invitation permanente au sens, ne serait-ce que parce que la Grèce constitue une provocation à la sagesse et qu'elle ne cesse au surplus à nous interroger nous-mêmes, ne serait-ce qu'avec l'expérience dramaturgique. « Mettre en scène une tragédie, c'est avec le bruit et la fureur du monde, en jouant savamment de la terreur et de la pitié, construire par simulation un univers de sens qui pour paraphraser la Diotime du Banquet, engendre en nous dans la beauté » ce questionnement sans lequel il n'est, pour l'homme ni savoir ni sagesse ».

Mais avant toute chose, pourquoi ce choix de l'hellénisme ? Un choc, nous dit Jean-Pierre Vernant, éprouvé lors d'un premier voyage en Grèce en 1935, l'admiration pour la littérature grecque mais aussi « le sentiment que, en prenant pour terrain d'étude la Grèce ancienne, un chercheur politiquement engagé comme je l'étais alors, dans un parti qui régenterait la vie intellectuelle, disposerait d'une liberté d'esprit beaucoup plus grande que s'il travaillait dans le domaine de la vie contemporaine ». Admirable lucidité à une heure où le discernement ne devait pas être évident, pour un jeune homme complètement engagé dans un combat qui s'identifiait à la marche du monde, à la justice, et aussi à la science du devenir historique. Le sujet choisi pour la thèse « la notion de travail chez Platon », pourrait avoir une connotation marxiste, mais il s'élargit, sans doute selon la meilleure acceptation du marxisme, dans la plus large compréhension des formations sociales, jusqu'à la religion et les liens qu'elle entretient avec tout le domaine de la cité.

On sait aussi que l'auteur de « Mythe et pensée chez les Grecs » (1) s'est particulièrement intéressé à l'évolution qui mène à une progressive apparition de la raison, à partir d'une culture archaïque. La Grèce va se définir de plus en plus à une pensée qui procédait de l'ambiguïté et de l'équivoque, pour se vouer à une logique problématique. Celle qui consiste à rechercher des principes qui rendent raison des phénomènes observés, des systèmes explicatifs. C'est par leur curiosité intellectuelle qu'ils parviendront à ce que nous appelons la science. L'enquête ne se sépare pas de l'attention au discours et à sa cohérence. Et ces progrès de la

rationalité apparaissent en même temps dans l'ordre de la politique : « Ce n'est pas par hasard si la cité, dans ses aspects démocratiques, telle qu'elle apparaît au V^e siècle, en particulier avec Solon, est contemporaine de ce type de rationalité [...] Solon met en place les mêmes catégories et les mêmes représentations, sur le plan social, que le philosophe sur le plan de la pensée de l'univers ».

Jean-Pierre Vernant marque bien les relations étroites qui existent entre cette attention à la Grèce et son engagement politique contemporain en balayant l'illusion que ce dernier aurait été commandé par une rationalité sans mélange : « Le cours de l'histoire n'a pas manqué d'ouvrir les yeux du militant sur la part d'illusion, d'utopies de mythe qui, à côté des motifs d'ordre rationnel et de l'analyse objective commandait sa vision du monde et déterminait son engagement. Dans la cité antique comme dans nos États modernes, dans la démarche du savant comme dans les choix du militant, les deux pôles du mythe et du politique sont représentés plus ou moins sans que entre eux l'équilibre soit jamais entièrement et définitivement rompu au profit de l'un ou de l'autre ».

Mais cet accès à la raison suffit-il à caractériser l'univers hellénique et l'homme grec lui-même ? Ce serait faire bon marché de ce style particulier d'être au monde (auquel Heidegger a été si particulièrement sensible et dont il a voulu retrouver l'inspiration pour sa propre pensée). Cet être au monde suppose d'abord le divin particulier aux Grecs, avec cette parenté qui fait qu'aucun aspect de la vie ne saurait en être séparé. Par ailleurs, l'homme appartient irréductiblement au monde, il est avec lui « dans un rapport d'intime communauté ». C'est par là que nous pouvons discerner ce en quoi l'homme moderne se distingue de l'homme grec. Nous n'avons pas la même conception de l'individu, qui chez les Grecs reste profondément engagé dans le social et le cosmos. « De la liberté des anciens à celle des modernes, du citoyen de la polis à l'homme des droits, de la démocratie anti-

que à celle d'aujourd'hui, pour passer de Benjamin Constant à Marx et à Moses Finley c'est bien un monde qui a changé ». Et aussi l'homme. Quand Lysias déclare que ceux qui ont laissé « de leur vertu un souvenir immortel » sont les seuls pour qui il valait la peine de naître, nous voyons la distance avec l'individu moderne qui s'apprécie d'abord pour lui-même.

La part dévolue dans ce recueil aux témoignages sur l'engagement politique de l'auteur est relativement modeste. Elle n'en est pas moins significative. Jean-Pierre Vernant fut toujours un militant critique du parti communiste, et notamment dans les périodes les plus sensibles. Il ne se considère pas pour autant exonéré de tout défaut de lucidité. S'il ne fut jamais idéologiquement stalinien, il considérait néanmoins au moment de la mort de Staline que « c'était un coup très dur pour le mouvement ouvrier ». C'était une gageure pour un penseur que d'adhérer à un système dont la fonction était « d'empêcher la pensée ». Ayant quitté le parti en 1970, l'intellectuel peut considérer aujourd'hui les choses avec distance : « Nous étions une sorte de groupe religieux de type millénariste, avec tout ce que cela implique comme foi, avec ceci de plus que les temps nouveaux étaient déjà là ». Et pourtant il est resté fidèle à son engagement le plus authentique grâce à une certaine idée de l'homme, celle qui veut que nous soyons toujours en dette à l'égard de l'autre. Et cela Vernant ne l'a pas dit qu'à l'écrit. Au moment du péril, il a su s'engager totalement.

Jean-Pierre Vernant - « Entre mythe et politique » - Seuil - prix franco : 160 F.
- « Mythe et pensée chez les Grecs » - La Découverte poche - prix franco : 85 F.

par Gérard Leclerc



De l'ombre
vers la
lumière

Dans « *Les cathédrales de France* », en partie réédité aujourd'hui (1), Rodin, pèlerin solitaire, nous fait témoin de sa rencontre avec les cathédrales de Reims d'abord, puis de Laon, Soisson, Amiens et Beauvais. Autant de visites nocturnes, durant lesquelles l'auteur, l'artiste, va chercher à faire partager les sensations, les impressions, les réflexions que suscitent en lui les cathédrales.

Rodin, jamais, ne décrit minutieusement ces monuments. Bien au contraire son texte s'attarde dans un flou poétique, ou se mêlent des impressions visuelles et auditives. La nuit qui accompagne l'auteur dans son parcours, y ajoute une part de mystère. Ainsi Rodin n'emprisonne pas les cathédrales en une explication réductrice. Il laisse, au contraire, le lecteur libre et l'invite, le persuade même, de prendre à sa suite ce « chemin glorieux ».

De l'ombre va alors naître la lumière, car c'est l'esprit même des cathédrales que Rodin va découvrir. Pour peu que l'on sache les regarder, et Rodin nous l'enseigne, ces êtres de pierre, nous font redécouvrir la beauté et la vertu de l'âme française oubliée par notre « prétendue civilisation », mensongère, aveugle. Traître aussi, car dans son ignorance elle a restauré, défiguré ces cathédrales. Seule la nuit, et son cortège d'ombres, pourra effacer de telles meurtrissures. L'artiste aura rempli sa fonction. Avec ses yeux, le réel sera magnifié, la mémoire retrouvée.

Remi TISSOT

(1) « *Les cathédrales de France* » - texte de Auguste Rodin, préface de Serge Bonnet - Ed. de l'Atelier - prix franco 128 F.

La révolution
selon Clovis

Encore un livre sur Clovis ? Oui et non. Non, dans la mesure où « l'instant Clovis » n'y est pas étiré à l'infini, mais replacé dans le flux de l'histoire du monde occidental. Oui, dans la mesure où cet « instant Clovis » y est présenté comme éminemment fondateur.

Ces « *Apostrophes sur les origines du Royaume de France* », que nous adresse en quelques

deux cents pages François Fleutot, ne constituent nullement un de ces ouvrages de type universitaire qui épuisent bien vite le lecteur ordinaire sous la multitude des références savantes. Non, ce livre est un livre expressionniste, en ce sens qu'il vibre de la voix singulière de son auteur, que l'on y sent l'intensité d'un engagement personnel. Comprendons-nous bien, il ne s'agit pas ici d'une fantaisie gratuite, de la somme d'élucubrations délétables ou du fruit douteux de quelques marottes personnelles : la documentation est vaste, bien maîtrisée, chaque concept est soigneusement replacé dans son contexte, et l'accentuation nécessaire de certains détails ne se fait jamais aux dépens de la compréhension générale. Mais ce livre a un ton, et ce ton fait que l'on ne lit pas ce livre comme on lit généralement les livres de ce type. L'engagement de l'auteur est tel qu'il rend tout détachement impossible. Le lecteur se retrouve obligatoirement impliqué dans cette histoire, qui est bien de l'Histoire, mais qui palpite comme un récit d'aventures, sans jamais céder pourtant aux facilités de l'anecdote.

L'ouvrage ne peut être sérieusement résumé. Osons cependant quelques flashes. Tout l'objet de ces « *Apostrophes* » est de montrer en quoi Clovis est à la fois un conti-



nuateur et un révolutionnaire, en quoi il s'inscrit dans une durée tout en inaugurant une ère nouvelle. La thèse est des plus passionnantes, et François Fleutot sait la rendre convaincante. L'auteur se livre d'abord à une étude synthétique de l'évolution des conceptions du pouvoir dans l'Antiquité romaine. Puis il s'attarde sur la pénétration progressive des « barbares » dans l'espace romain, sur les attitudes diverses qu'ils adoptent et la place qu'ils occupent dans la romanité. La Rome impériale est largement une « machine à intégrer », et si les « barbares » ne perdent

pas tout de leur culture, les éléments romains y sont considérés comme dominants. On assiste ainsi au développement d'une forme de syncrétisme (mais la culture romaine est depuis longtemps une culture syncrétique) dont l'inventaire de la tombe de Childéric, le père de Clovis, est des plus révélateurs. Le paysage intellectuel est lui aussi en plein bouleversement : le christianisme part à l'assaut du paganisme, et se divise bientôt lui-même entre ariens et nicéens, et les nicéens eux-mêmes entre augustiniens (Saint Augustin) et semi-pélagiens (Pélage).

C'est dans ce contexte que Clovis hérite de l'*exercitus francorum* qu'il transforme en *regnum francorum*, un *regnum* singulier qui ne se confond pas avec les autres « *regnum* » barbares. Cette particularité fondatrice - et François Fleutot montre très justement en quoi elle est fondatrice - trouve sa source dans la rencontre entre le chef franc et le clergé chrétien nicéen augustinien (que l'on se gardera bien de confondre avec les tenants de l'augustinisme politique, plus tardif). Pratique novatrice. Clovis étendra son *regnum* du nord au sud, non comme une suite de conquêtes ethniques, mais comme l'extension géographique d'une souveraineté. Le germe du Royaume de France a été semé. Il connaîtra l'hiver carolingien. Il lui faudra attendre les Capétiens pour éclore.

Patrick PIERRAN

François-Marín Fleutot - « *Apostrophes sur les origines du Royaume de France* » - Éditions Boxidi - 202 p. - prix franco : 120 F.

Des livres pour
vos cadeaux

« Qualité, rapidité, prix étudiés » telle pourrait être la devise de notre service librairie. Nombreux sont nos lecteurs qui le savent et font appel à nos services. Pour ceux qui en douteraient encore voici une liste de propositions de fin d'année qui leur permettront de tester la chose...

♦ **Comte de Paris** - « *Les rois de France et le sacré* » - A l'occasion du quinzième centenaire du baptême de Clovis, le chef de la Maison de France a conduit une enquête sur la façon dont la monarchie française s'est sacralisée et e forgé peu à peu l'unité nationale. Prix franco 148 F.

♦ **Comte de Paris** - « *Mon album de famille* » - Quand le comte de Paris ouvre pour vous ses archives familiales, cela donne un superbe album de photos historiques commentées et expliquées par Michel de Grèce. Plus de trois cent illustrations et documents photographiques uniques et inédits s'étalant sur un siècle (1850-1950). Prix franco 260 F.

♦ **Gérard Leclerc** - « *Pourquoi veut-on tuer l'Église ?* » (prix franco 145 F) et « *Jean-Paul II, le résistant* » (prix franco 120 F). Deux livres qui viennent, dans le domaine religieux, secouer les conformismes et inciter au débat.

♦ **François-Marín Fleutot** - « *Apostrophes sur les origines du Royaume de France* » - Ce livre apporte un éclairage original sur les idées et les hommes qui ont construit au Ve siècle le *regnum francorum*, le règne des Francs, le royaume de France. Prix franco 120 F.

♦ **Jacques Nobécourt** - « *Le colonel de La Rocque ou les pièges du nationalisme chrétien* » - Dans la mémoire collective, le nom de La Rocque reste associé à celui des ligues factieuses. Ce livre à la taille impressionnante (près de 1200 pages) a le mérite de nous faire revivre toute une histoire refoulée de la France de l'entre-deux-guerres et de dissiper un certain nombre d'idées reçues. Prix franco 250 F.

♦ **Philippe Delorme** - « *Les Grimaldi, 700 ans d'une dynastie* » - La véritable histoire de la famille qui règne sur le rocher de Monaco depuis 700 ans. A mille lieues des aventures plus ou moins sulfureuses dont la presse donne habituellement l'écho, ce livre nous montre une famille qui a su sauvegarder au cours des siècles la frêle souveraineté de sa principauté. Prix franco 110 F.

♦ **Viviane Forrester** - « *L'horreur économique* » - Salué vivement dans nos colonnes avant qu'il n'obtienne le prix *Médicis de l'Essai*, ce livre débusque tous les mensonges inhérents au nouveau discours économique et est un des meilleurs antidotes à la « pensée unique ». Prix franco 98 F.

♦ **Hubert Védrine** - « *Les mondes de François Mitterrand* » - L'auteur, proche collaborateur de François Mitterrand, a été pendant quatorze ans au cœur de la politique étrangère de la France dans une période charnière. Tous les conflits, toutes les grandes évolutions, l'effondrement de l'URSS, la guerre en Yougoslavie sont ici expliqués nous faisant mieux comprendre quel a été le jeu de la France pendant toute cette période. Prix franco 180 F.

Commander ses livres à notre service librairie c'est contribuer à l'équilibre financier de la NAR !

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons sympathisants ou curieux dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un dîner est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner : 27 F).

♦ **Mercredi 8 janvier** : Historien, directeur de la rédaction de *Courrier international*, **Alexandre ADLER** vient chaque année traiter devant nous une question de politique internationale. Alors que se multiplient les discours convenus mais de moins en moins éclairants sur la monnaie unique et le rôle de la Bundesbank, alors qu'on évoque en contrepoint la crise économique et sociale qui sévit Outre-Rhin, nous avons demandé à notre ami de faire le point sur la politique de l'Allemagne, au présent et pour l'avenir.

ABONNEMENT D'ESSAI

Royaliste n'est pas vendu en kiosque et ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
.....
.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Impasses monétaires

Faut-il être pour ou contre la monnaie unique ? Ardemment débattue, la question est de plus en plus abstraite, même si l'accord de Dublin sur le « pacte de stabilité et de croissance » semble l'avoir tranchée : cela se fera, de manière « inéluctable », et les billets en *Euro* sont déjà dessinés...

Il reste à savoir sur quelle voie nous sommes ainsi engagés. Or les dirigeants politiques avancent dans le brouillard, et leurs experts discutent savamment sur la meilleure façon de surmonter des obstacles disposés dans une succession d'impasses. En d'autres termes : la monnaie unique est nécessaire mais ce n'est pas ce que l'on fait ; et, si on décidait de la faire, elle serait, dans les conditions actuelles, irréalisable. Comment cela ?

- Il est vrai que la monnaie unique présente de sérieux avantages techniques : elle rendrait impossibles les dévaluations de combat entre les Quinze ; elle permettrait d'affronter le dollar ; elle offrirait un rempart contre la spéculation monétaire, chacune des monnaies européennes étant plus fragile d'une monnaie commune aux Quinze.

- Encore faut-il que cette monnaie unique soit celle de l'ensemble des pays membres de l'Union européenne. Si les Quinze ne participent pas au même système monétaire, ceux qui en seront exclus continueront de faire des dévaluations compétitives et le premier argument en faveur de la monnaie unique ne sera plus pertinent. Si, d'autre part, les partenaires de l'Union européenne ne se met-

tent pas d'accord pour mener une politique monétaire offensive face aux manipulations du dollar, le deuxième avantage de la monnaie unique disparaîtra immédiatement. Quant à la spéculation, elle continuera de jouer sur les divisions engendrées par la diversité des situations monétaires et le troisième avantage sera perdu.

- Alors que les conditions nécessaires à une union monétaire efficace sont connues, la France a accepté toutes les thèses allemandes. Or l'Allemagne



s'efforce à accumuler sur le chemin de la monnaie unique des obstacles qui, progressivement accumulés et soigneusement renforcés, ne permettent plus de réaliser l'union monétaire projetée. Nous avons accepté le fameux critère du faible déficit budgétaire qui établit deux zones monétaires - celle, essentiellement allemande et accessoirement française de la monnaie forte, celle des monnaies faibles. Nous avons accepté l'indépendance de la future banque européenne, qui interdira aux nations associées de mener une véritable politique monétaire, puisque l'idéologie dominante (libéralisme, monéta-

risme) correspond à la phobie allemande de l'inflation et au culte allemand de la monnaie forte. Et nous venons d'accepter le « pacte de stabilité » qui enfermera les pays de la zone monétaire unique dans une rigueur perpétuelle, assortie de sanctions pour les déviants.

Or ce pacte de stabilité ne permettra pas la croissance, même si ce mot figure dans son intitulé. Il est en effet démontré, en théorie et en pratique, que le rigorisme monétaire est déflationniste : réduction des investissements publics, contrainte salariale, baisse de la consommation, faiblesse de l'investissement privé, chômage massif...

D'où la première impasse : on ne veut pas créer une monnaie unique qui permettrait de résoudre certaines difficultés, mais une zone monétaire sous égide allemande qui aggraverait ces difficultés et qui accentuerait les divisions entre les Quinze. Il faudrait donc en revenir au projet initial, mais en admettant que l'institution d'une monnaie commune aux Quinze suppose des conditions politiques précises.

D'où la seconde impasse : à supposer que les conditions techniques nécessaires à la monnaie unique soient réunies, celles-ci ne seraient pas suffisantes : une monnaie est toujours créée par une souveraineté politique, et l'utilisation de cette monnaie dépend de la confiance que le peuple place en elle et dans le pouvoir politique qui la fait exister. Or l'institution d'un pouvoir politique européen n'est pas possible (à supposer qu'elle soit souhaitable) et les peuples européens qui associent la monnaie « unique » et le chômage refuseront vraisemblablement l'*Euro*.

Au lieu de se réjouir d'un échec annoncé, ou de s'obstiner dans des erreurs désastreuses, c'est l'ensemble de la question européenne qu'il faut dès à présent repenser.

Bertrand RENOUVIN